

En même temps, le gouvernement des Etats du Nord se plaint de la conduite loyale du gouvernement français vis-à-vis des vaisseaux du Sud. Toutes ces plaintes et ces exigences ne sont pas de nature à adoucir les relations entre les Tuileries et la Maison Blanche.

Puisque nous parlons des Etats-Unis, nous devons dire que ce n'est pas sans un profond regret que nous lisons tous les jours des faits d'enrôlement vraiment déplorables parmi nos compatriotes. Sous divers prétextes, des spéculateurs éhontés ou des agents fédéraux attirent, hors de leur pays, des jeunes gens, des ouvriers, des cultivateurs, des journaliers, et les livrent aux autorités américaines qui se rendent complices de toutes ces fraudes, de tous ces enlèvements. Il faut que l'on soit bien faible ou bien lâche pour avoir recours à de semblables moyens. Gardons-nous de ces pièges et punissons avec la plus grande sévérité ceux qui les tendent.

Voyons maintenant ce qui se passe dans le vieux monde.

L'Autriche et la Prusse ont envoyé au Danemark des ambassadeurs chargés d'un ultimatum à propos des duchés de Schleswig et Holstein. Ces ambassadeurs ont laissé Copenhague le 17 janvier dernier après avoir échoué dans leur mission. Ainsi le différend ne pourra être réglé que par la guerre. Les troupes allemandes occupaient déjà la plus grande partie du territoire contesté, et quelques jours après le rejet de l'ultimatum, l'expédition reçut de nouveaux renforts. Le 20 janvier, 20,000 Autrichiens se mirent en route pour le Schleswig et à peu près dans le même temps 32,000 Prussiens, sous le commandement du maréchal Von Wrangel, se dirigèrent dans la même direction.

On dit que l'Autriche et la Prusse enjoindront au duc d'Augustenbourg de sortir du Holstein.

On dit encore que la chambre basse de l'Autriche a refusé les 10,000,000 de crédit demandés par le gouvernement pour payer les dépenses de l'occupation du Schleswig.

Garibaldi a lancé une proclamation, annonçant la formation d'un comité en faveur de l'union italienne et invitant ses compatriotes à se rallier autour de lui. Le journal *Diritto* a refusé pour avoir publié cet appel.

En Espagne, un nouveau ministère vient d'être

nommé sous la présidence de Lorenzo Arrazola.

En France, l'opinion publique est grandement agitée par suite des discours prononcés, devant la Chambre des Députés, par MM. Berryer et Thiers, le premier sur les crédits supplémentaires et le second lors de la discussion générale de l'Adresse.

D'après Mr. Berryer (et ce fait a été admis par M. Vuitry, commissaire du gouvernement) la dette publique de la France s'élève actuellement à la somme énorme de *trois milliards cinq cents millions*. La guerre de Crimée seule a coûté 100,000 hommes et un milliard. Le grand orateur ne voit pas que cette expédition lointaine ait rapporté aucun résultat politique avantageux pour la puissance de la nation, attendu que les deux influences prépondérantes à Constantinople sont celles du cabinet de Londres et du cabinet de Vienne. Mr. Berryer ne voit pas non plus que la guerre d'Italie ait été bien profitable. Il considère la situation dans laquelle l'Europe se trouve maintenant, après tant de sang versé pour la cause italienne. Le Pape est à moitié dépouillé, le Piémont animé de convoitises malgré l'annexion de tant d'états, le royaume de Naples désolé par la guerre civile, la Sicile dans l'anarchie, l'Autriche et la nouvelle royauté italienne prêtes à en venir aux mains. De toutes ces choses sortira une guerre terrible et désastreuse, dont il est impossible de prévoir les conséquences fatales.

Le 3 Janvier, quatre Italiens, nommés respectivement Greco, Imperatori, Trabuco et Saglio dit Marpholi dit Canetta, ont été arrêtés à Paris sous prévention de conspiration contre la vie de l'Empereur Napoléon III. Leur chef, Greco, a révélé le complot, donnant des détails qui compromettent le trop célèbre Mazzini. Une grande quantité d'armes a été trouvée en leur possession ainsi que des lettres et des photographies de Mazzini. Imperatori et Trabuco sont garibaldiens et ont la médaille de Marala; ce dernier a déjà été condamné, sous un autre nom, en France, pour escroquerie, et à Londres, pour vol. Mazzini a envoyé aux journaux anglais une lettre dans laquelle il dénie toute participation dans le complot.

Vous terminons cette chronique par l'extrait suivant qui plaira certainement à nos lecteurs.